

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

Dette publique l'avis de Karl Marx

Au moment où, au nom du paiement de la dette, le capital financier, le FMI, l'Union européenne et les gouvernements imposent des plans d'austérité dans toute l'Europe, il nous a paru utile de publier cet extrait du Capital de Karl Marx, consacré à la dette publique, aux liens qu'elle établit entre les banques et l'Etat et à ses conséquences sur les impôts.

Le système de crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au Moyen Age, posé les jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière.(...)

La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.

La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.(...)

Le crédit public, voilà le credo du capital. La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créanciers publics, à vrai dire ne donnent rien, car leur principal métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation (...) la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions,

au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.

Dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public.(...) Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant l'enchérissement de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident mais un principe

Karl Marx

Le Capital, livre 1, 8e section, chapitre 31 la genèse du capital financier, pages 550-552, Editions sociales 1976
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-31.htm>



PROMETHEE

Site Internet : <http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous, Participez à nos activités :
promcomm@gmail.com

Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254